



## Le musth de l'éléphant radical ou la crise trumpienne des adversaires de la Prévoyance vieillesse 2020

### Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Chères et chers camarades,

Heureux de vous voir en cette ville, et en cette salle. Longtemps, Fribourg a eu la réputation d'être une ville et un canton noir de noir. Le siège des conservateurs ultramontains, hostile à la fois à l'industrie et au progrès.

La roue tourne ; et je suis particulièrement fier de vous accueillir aujourd'hui dans ce que quelques journalistes paresseux nomment encore la « très catholique Fribourg », ce « fief du PDC ». Et si je tire quelque honneur à tenir ici nos assises, ce n'est pas pour faire un pied de nez à nos collègues conservateurs. Mais parce que nous sommes ici à Fribourg dans ce qu'un éditorialiste plus averti que d'autres qualifiait récemment de capitale romande... du socialisme. Et c'est vrai. Avec 36,2 % des voix aux dernières élections communales, le PS de Fribourg entraîne derrière lui nos sections lausannoise, chaux-de-fonnière, delémontaise, neuchâteloise et genevoise.

Pardonnez-moi cet élan de patriotisme local. En fait, il s'agit surtout pour moi de montrer que rien n'est inscrit dans le marbre et, qu'à force d'engagement, les majorités les plus solides peuvent être renversées en quelques décennies à peine. Et que nos succès récents à Lucerne, en Argovie, à Bâle-Ville et à Soleure ne sont que les signes avant-coureurs d'une conquête du pays profond à nos idées. À condition d'y mettre l'énergie nécessaire.

Camarades, cette première moitié de législature a été plutôt positive. Nous progressons dans les cantons, nous avons défendu tout récemment notre majorité au Conseil d'État vaudois et neuchâtelois. Nous avons emporté la première bataille de l'énergie, avec une belle victoire le 21 mai dernier. Merci à toutes celles et tous ceux qui, dès la catastrophe de Fukushima, ont patiemment construit ce virage énergétique, avec constance et compétence. L'histoire reconnaîtra, derrière Doris Leuthard et ses alliés, le travail de Roger Nordmann, Eric Nussbaumer ou Beat Jans, pour n'en citer que quelques-uns, le travail et l'intelligence des socialistes, qui ont su éviter la surenchère et créer une alliance solide, qui nous a porté depuis bientôt dix ans.

Notre politique d'opposition constructive fonctionne. Parce que nous avons l'intelligence de conclure des compromis, là où ils sont possibles : sur la mise en œuvre de l'article 121a de la

Constitution, sur l'énergie, sur l'AVS. Et parce que nous avons la force de mettre la droite en échec lorsqu'elle tente de passer en force : sur l'extension des horaires d'ouverture des magasins ou sur la RIE 3. Force et intelligence, opposition constructive, travail parlementaire et mobilisation populaire : voilà nos forces !

Mais ne vous y trompez pas, derrière les grands dossiers sur lesquels nous devons nous concentrer, la majorité de droite fait des dégâts. Politique budgétaire ultralibérale et clientéliste, renforcement des dépenses militaires ou routières au détriment du social, de l'aide au développement et de la formation.

Le domaine de la santé, auquel nous consacrons cette journée, n'est pas épargné. La droite dure empêche toute réforme : pas de loi sur la prévention, pas de limitation aux activités de lobbying des caisses maladie à Berne, coupes dans le soutien aux subventions pour les primes. Un véritable jeu de massacre auquel nous devons répondre avec détermination.

Tout d'abord pour empêcher d'abord une marchandisation rampante du monde de la santé. La victoire de nos camarades zurichois contre la privatisation de l'hôpital de Winterthur, le 21 mai dernier, constitue à ce titre un signal encourageant. Avec plus de 10 % du PIB consacré aux dépenses de santé, le secteur est d'une importance économique évidente pour les acteurs privés. Raison de plus pour nous de rappeler qu'il s'agit d'un service public, déterminant pour la population. Il nous revient de fixer collectivement les règles du jeu, de garantir des soins de qualité pour toutes et tous, à des prix abordables.

De plus, il nous revient de constater que la charge des primes d'assurance-maladie pour les familles n'est aujourd'hui plus supportable. La charge devient inlassablement plus lourde : les primes ne cessent d'augmenter, alors que les subventions font régulièrement les frais des politiques d'austérité menées par la droite. Nous devons non seulement stopper sur ce point l'offensive UDC et radicale contre les subventions, mais également rappeler la promesse du Conseil fédéral : pas de primes supérieures à 8 % du revenu d'un ménage. Avec un projet d'initiative visant à limiter cette charge à 10 %, nous faisons preuve, par anticipation, d'une modération absolue. Mais qu'on ne se méprenne pas : notre détermination sur ce point est absolue. Les primes étouffent les familles de ce pays, et le Parlement, aux ordres des caisses maladie, fait tout pour empêcher tout progrès sur la question.

En fait, dans la santé comme dans le reste de leurs activités depuis le début de la législature, radicaux et UDC se comportent comme deux éléphants qui piétinent allégrement les fleurs d'un jardin. Par notre détermination, notre courage aussi, nous parvenons à en replanter quelques-unes, à sauver ici ou là une rose particulièrement précieuse. Mais les dégâts sont, malgré tout, importants. Et nous n'aurons la paix que lorsque ces éléphants auront quitté le jardin. Les élections de 2019 doivent nous donner l'occasion de leur indiquer la sortie.

Parlant de nos deux éléphants : est-ce que vous savez ce qu'est le musth chez ces animaux ? Il s'agit d'une sécrétion qui les rend extraordinairement agressifs. Ils ne se contrôlent plus, présentent un niveau de testostérone 60 fois plus élevé que d'habitude et sont capables de tuer leurs cornacs. En politique, nous avons vu l'éléphant UDC subir sa crise de musth lors de la campagne sur l'énergie : informations mensongères à la Trump, grossièretés en tout genre, affirmations fantaisistes. Ma préférée : si vous votez oui, vous n'aurez plus de bananes. Un

mois après cette pénurie annoncée : à ce jour, l'approvisionnement en bananes est toujours garanti, tout va bien. Et la crise de l'UDC semble passée.

Mais en fait, cette histoire de musth doit être contagieuse. Car l'autre mastodonte de la droite dure, le PLR semble également dans un état d'agressivité patent. Comment expliquer sinon les mensonges à répétition sur lesquels il base sa campagne sur l'AVS ?

### **Premier mensonge : Cette réforme a été « boxée par une alliance gauchiste au Parlement, sans volonté de compromis »**

*Les faits : la gauche voulait une réforme différente.*

Elle s'appelait AVS*plus* et elle a été rejetée. Nous avons donc conclu un compromis, qui s'articule en deux objectifs : pas de baisse du niveau des rentes, pas d'augmentation de l'âge de la retraite au-delà de 65 ans. Ainsi, à la baisse du taux de conversion du deuxième pilier fait face une augmentation de 70 francs des rentes AVS ; à la hausse de l'âge de la retraite des femmes répondent une meilleure prise en compte des temps partiels, une amélioration de la situation de ceux qui doivent quitter leur emploi après 58 ans, des possibilités de retraites anticipées pour les revenus les plus faibles. *In fine*, un paquet équilibré, qui profite plus aux classes moyennes qu'aux milieux aisés, il est vrai. Et le fait que, contrairement au PDC, aux Verts/libéraux et au PBD, les radicaux aient toujours refusé ce compromis en révèle plus sur leur entêtement idéologique que sur le contenu de la réforme.

### **Deuxième mensonge : Cette réforme se ferait sur le « dos des jeunes générations ».**

*Les faits : Cette réforme profite à tous et, en premier lieu, aux jeunes.*

D'abord, ils remplissent un devoir de reconnaissance : l'AVS n'est pas une aumône, mais la plus géniale de nos assurances sociales ; celle par laquelle on a fait reculer la pauvreté, celle par laquelle chaque génération active dit sa reconnaissance à la génération précédente, celle qui voit les plus aisés contribuer plus largement que la moyenne à l'effort national de solidarité. Donc, pour les gens de mon âge, pour mes enfants, renforcer l'AVS, c'est renforcer la plus belle de nos assurances sociales. Je ne crois pas que la génération montante soit aussi égoïste que l'imaginent les stratèges radicaux.

Ensuite, elle sait qu'un renforcement de l'AVS allège pour les jeunes la nécessité de souscrire à une assurance privée, de type troisième pilier, pour garantir leur propre retraite. Ce n'est pas un hasard si la campagne des radicaux se déploie avec l'appui de l'UBS. La banque veut ternir l'image de l'AVS, la fragiliser, pour vendre ses propres produits. Par chance, c'est l'OFAS et Alain Berset qui gèrent l'AVS, pas les apprentis sorciers de la Bahnhofstrasse, ni ceux de la Falkenstrasse.

Enfin, l'amélioration des rentes AVS des futurs retraités libère les plus jeunes de l'obligation de les assister financièrement. Quand on connaît la situation des jeunes familles, contraintes de jongler entre les impératifs horaires et les difficultés financières, quand on sait combien

d'entre elles comptent sur l'appui des grands-parents pour les gardes et les sorties, on imagine sans difficulté le soulagement qu'elles éprouvent à savoir que les retraites sont garanties.

### **Troisième mensonge : nous introduirions « une retraite à deux vitesses »**

Là, le musth de l'éléphant radical se mue littéralement en fièvre.

*Les faits : nous avons proposé d'augmenter toutes les rentes de 70 francs, y compris pour les retraités actuels. Ce sont les opposants à la révision qui l'ont rejeté. Ils argumentaient que ces 70 francs étaient censés compenser la baisse du taux de conversion LPP qui frappe les nouveaux rentiers, et qu'il était contradictoire de les verser également à ceux qui avaient reçu des rentes entières. Dont acte.*

Les faits toujours : par notre obstination et notre engagement, nous sommes parvenus à garantir la stabilité des rentes actuelles, y compris leur adaptation au renchérissement. Car la même Petra Gössi qui, aujourd'hui, verse des larmes sur le sort des rentiers actuels oublie qu'elle voulait suspendre l'adaptation des rentes à l'évolution des salaires et des coûts de la vie, au titre de mesures d'économies. Elle oublie également que la réforme permettra d'apporter immédiatement un milliard par année aux finances de l'AVS, et encore autant en 2021. Consolider les finances de l'AVS, garantir l'adaptation des rentes au renchérissement : voilà ce dont il est question pour les rentiers actuels, voilà le mérite de cette réforme, voilà pourquoi Pro Senectute et les grandes associations de retraité-e-s disent un OUI convaincu.

### **Quatrième mensonge : la réforme se fait sur le dos des femmes.**

*Le comble du cynisme. Sous le nom délicat de « mécanisme d'intervention », la droite a essayé d'augmenter l'âge de la retraite pour toutes et tous, hommes et femmes, à 67 ans. Mais tout à coup, elle se découvre féministe.*

Mais elle se trompe de cible. À moins que, pour elle, le féminisme ne se borne à défendre le porte-monnaie des avocates aisées, à la Petra Gössi ou à la Isabelle Moret. Pour toutes les autres femmes, notamment pour toutes celles qui travaillent à temps partiel et gagnent moins de 70 000 francs par année, la réforme apporte une amélioration en raison d'une meilleure prise en compte du temps partiel, de l'augmentation des rentes, et des possibilités de retraites anticipées. Alors d'accord, si vous êtes avocates, salariées de la Bahnhofstrasse, collectionneuses de mandats dans des conseils d'administration, ce n'est pas forcément le cas. Mais pour la vendeuse de la Migros, pour l'infirmière, pour l'enseignante du primaire : un OUI le 24 septembre prochain.

### **Cinquième mensonge, et j'arrête là parce que celui-ci m'énerve vraiment : il ne faut pas augmenter les rentes, car un tiers de celles-ci sont servies à l'étranger.**

C'est l'annonce-choc du Blick d'avant-hier. Ma collègue Gössi joue à Marine Le Pen : contre l'étranger, contre ces mauvais Suisses qui choisissent de s'établir hors de nos frontières pour leurs vieux jours. On pourrait s'amuser des derniers soubresauts de l'idéal « libéral ». Mais je n'ai pas envie de rire, parce que l'intention est trop claire : flatter quelques réflexes

xénophobes, essayer de pourrir cette campagne pour déclencher une spirale négative. Désécuriser la population pour instiller le doute et la conduire à rejeter la réforme PV 2020. C'est totalement indigne, en particulier d'un parti qui souhaite nous convaincre de lui désigner l'automne prochain un nouveau conseiller fédéral. Confie-t-on une telle responsabilité à des incendiaires, qui montent les jeunes contre les vieux, les femmes contre les hommes, les retraités actuels contre les futurs retraités, les retraités en Suisse contre les retraités qui émigrent ? Nous devons faire tout notre possible pour éviter que la ou le PLR qui sera retenu ne revienne à installer durablement un pyromane au gouvernement. Beau sujet de réflexion pour l'été.

Mais l'indignation face au procédé ne suffit pas. Il faut y répondre. Voici donc les faits :

- Un tiers des rentes AVS sont servies à l'étranger, pour environ 13 % du montant total des retraites. Cela signifie que les rentes versées sont largement inférieures à la moyenne, le plus souvent, elles s'élèvent à quelques centaines de francs. En clair : si les bénéficiaires restaient en Suisse, ils toucheraient des prestations complémentaires (qui ne sont pas octroyées aux résident-e-s étrangers) et chargeraient massivement les finances publiques.
- De plus, certains Suisses qui partent le font parfois parce que les retraites versées ne leur permettent pas de vivre dignement. C'est un argument qui parle en faveur d'une revalorisation des rentes AVS, comme le prévoit PV 2020. Et comme « malheureusement » les retraité-e-s occasionnent souvent des coûts de santé plus élevés que la moyenne, c'est là également une bonne affaire pour les collectivités publiques.
- Les étrangers qui rentrent dans leur pays sont ceux qui sont venus construire nos routes, travailler dans nos hôpitaux, nous servir dans les restaurants ou à la caisse de nos supermarchés. Le PLR défend depuis toujours cette migration économique, y compris sous ses formes les plus douteuses, pensons notamment au statut de saisonniers. Après une vie de labeur, ces salarié-e-s n'auraient plus droit à l'AVS ? C'est une approche honteuse ; d'autant plus que s'ils restent et font venir leur famille, les mêmes milieux crient à la surpopulation étrangère. Et s'ils rentrent, ils se plaignent d'un abus aux assurances sociales. Pour les radicaux, les étrangers doivent donc
  - venir travailler chez nous,
  - ne pas rester et
  - ne pas partir.

Difficile de les satisfaire, admettez.

Face aux crises de musth de leurs éléphants, les cornacs ont trouvé un remède. Ils les attachent entre deux arbres solides, et attendent qu'ils se calment. Cela dure environ une semaine. Largement le temps donc de rappeler les véritables objectifs de nos adversaires en matière de retraite. Parce qu'ils ont un plan B, ne leur reprochez pas de ne pas en avoir, ils l'ont répété durant les trois dernières années et n'attendent que le rejet de PV 2020 pour appliquer leurs mesures :

- a) Augmentation immédiate de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans, et baisse du taux de conversion. Pascal Couchepin et Didier Burkhalter ont échoué avec précisément les mêmes propositions à presque 70 % dans les urnes, mais ça ne semble pas les impressionner beaucoup.

- b) Augmentation à 67 ans de l'âge de la retraite pour tous, par le biais d'un pudique mécanisme d'intervention. En gros, au fur et à mesure de la détérioration des finances de l'AVS — inéluctable en l'absence de moyens financiers supplémentaires — l'âge de la retraite augmente mécaniquement, sans aucune décision politique ni, bien sûr, possibilité de référendum.
- c) Suppression par le même mécanisme de l'adaptation des rentes au renchérissement. Et donc dans la durée paupérisation des retraités-es actuels.

**Voilà donc, camarades, le vrai enjeu du vote sur les retraites : l'AVS sera dans les chiffres rouges dès 2020, les rentes LPP sont en chute libre, malgré le taux de conversion nominal. Il faut réagir, ne rien faire n'est pas une option. Et agir, c'est choisir : Prévoyance 2020 ou la potion des radicaux, faites d'élévation de l'âge de la retraite et d'économies sur le dos des retraités-es.** Vous comprendrez que nous mettions toute notre énergie dans cette bataille. Elle est décisive. Pas pour notre parti, mais pour notre société, sa cohésion, pour le vivre-ensemble. La campagne hargneuse, haineuse, le tous contre tous à la mode Gössi ne doit pas l'emporter.

Nos membres ne s'y sont pas trompés, ils ont plébiscité à plus de 90 % cette réforme lors de du vote général d'avril. Tous les cantons disent oui, à plus de 66 % pour les plus sceptiques. Le débat à gauche a eu lieu : dans les assemblées syndicales, dans nos sections, auprès de nos membres. Il est tranché et il est clos. Et le mandat donné par les membres du PS Suisse est clair : menez ce combat pour le OUI, faites en sorte qu'une réforme équilibrée trouve le soutien du peuple, faites front face aux mensonges et aux manipulations des radicaux. Je compte sur vous. Nous faisons toujours la même expérience : un certain scepticisme d'abord, puis au fil des discussions, une population qui réalise les enjeux et qui bascule vers le OUI. Alors parlez, parlons de cette réforme et gagnons les cerveaux. Face à la campagne émotionnelle de nos adversaires, face à ceux qui parient sur la division, la jalousie et l'égoïsme, faisons parler l'intelligence, la raison et la confiance.